



L'Afpaïenne

Bulletin d'information des retraités de l'AFPA

Édition spéciale de janvier 2019

Aujourd'hui, l'AFPA est mise en danger par des choix gouvernementaux dictés par des considérations idéologiques et financières. Cette casse répond aussi aux injonctions du patronat de ne plus financer la formation professionnelle.

C'est irresponsable socialement et économiquement !

À la demande du Gouvernement, la direction de l'AFPA projette une destruction massive : 38 centres de formation sont promis à la fermeture, 1541 postes en CDI doivent être supprimés. Liquidation de un quart des effectifs !

La Confédération CGT apporte tout son soutien aux personnels de l'Agence nationale pour la Formation Professionnelle des Adultes (AFPA) qui se mobilisent partout dans le pays.

Combien de bénéficiaires

Il suffit d'échanger avec des proches, des amis, des voisins, des collègues pour constater que chacun connaît quelqu'un qui, un jour ou l'autre, a eu besoin de l'Agence. Des centaines de milliers de personnes ont suivi une formation de qualité au sein de l'AFPA.

De service public à service marchand

Depuis vingt ans chaque année la subvention d'État baisse, contraignant l'AFPA à vendre ses formations.

L'usager, désormais obligé de trouver un financement pour entrer en stage, voit fondre son droit à la formation gratuite et rémunérée du service public.

Ce ne sont pas les charges qui sont trop élevées, mais les recettes qui sont trop basses, comme pour la santé, le chômage, les retraites...

Il suffirait que les Régions et l'État redonnent de l'activité à l'AFPA pour que le service public survive et se développe.



Pour l'élu local : lier l'économie et le social

Masquée derrière des promesses factices d'innovation et de mobilité, l'AFPA de demain s'orienterait :

vers des plateaux techniques mobiles partagés allant d'un lieu à l'autre,
vers des formations montées au moindre coût et donc de moindre qualité,
vers des formations courtes limitées à l'acquisition de compétences plutôt qu'à un métier,
vers une impossibilité à construire un projet professionnel et à se former.

Au contraire, la CGT affirme que l'AFPA est un outil irremplaçable pour répondre aux besoins et au développement harmonieux des territoires :

un maillage territorial inégalé qui offre à tous les citoyens la possibilité de se former près de chez eux ;
des formations de qualité, menées par des formateurs issus des métiers, qui offrent d'excellents taux de retour à l'emploi ;
des services d'accompagnement, d'hébergement et de restauration qui facilitent l'accès aux formations ;
des formations de haut niveau permettant de répondre à la nécessaire réindustrialisation du pays.

Former à un métier ou à un poste de travail

De nombreux demandeurs d'emploi ne pourraient plus se former, de nombreux citoyens dans les territoires ruraux, ceux déjà qui manifestent en ce moment car laissés pour compte par ce gouvernement, se trouveraient encore plus éloignés de toute offre de formation.

Appel aux retraités de l'AFPA

Les retraités de l'AFPA peuvent être des relais dans leur environnement.



La défense des services publics (hôpitaux, trains, bureaux de poste, permanences CAF, CPAM...) n'est pas que la défense de l'emploi des personnels **mais aussi de l'égalité d'accès du citoyen sur son lieu de vie.**

C'est pourquoi, il nous faut interpeller, mobiliser nos réseaux.

Dans la population, l'AFPA est connue : anciens stagiaires, employeurs, salariés précaires, élus, partenaires du service public de l'emploi et bien sûr, dans la CGT : UL, UD, syndicats... Invitons-les à réagir à tous les niveaux qui leur semblent pertinents :

dupliquez et diffusez [ce document](#) aux retraités AFPA connus et aux anciens stagiaires connus ;
interpellez vos élus, maires, sénateurs, députés, conseillers départementaux et régionaux ;
impliquez votre UL-CGT, où ce document peut aussi être dupliqué et diffusé aux syndicats d'entreprises ;
pensez à vous procurer et à distribuer la [carte postale](#) à envoyer au président de la république.

**Pas de service public sans financement public
Pas de justice sociale sans justice fiscale
De chacun selon ses moyens à chacun selon ses besoins**

La mobilisation du 6 décembre 2018

A l'appel de l'intersyndicale CGT, CFDT, FO, SUD Solidaires et CFTC, les salariés venus de toute la France se sont fortement mobilisés lors de la [manifestation nationale](#) du 6 décembre 2018 à Paris. Le cortège (près de 2000 manifestants, soit 1 salarié sur 3), a été salué par de nombreux témoignages de sympathie tout au long du parcours, et soutenu par les salariés des établissements qui étaient en grève ce même jour.



Une délégation intersyndicale a été reçue au ministère du travail et a obtenu une rencontre le 17 décembre avec le directeur de cabinet de la ministre. Après avoir entendu les arguments de la délégation, il reconnaît qu'il faut assurer à l'AFPA une présence territoriale, se disant prêt à vérifier que tous les besoins de formation soient couverts par le projet, et prêt à explorer toutes les modalités d'achat de formations par les Conseils Régionaux.

Cependant, le directeur de cabinet réitère le fait que la seule issue pour l'AFPA, c'est la mise en place rapide du plan de restructuration.

L'intersyndicale compte sur la mobilisation de tous pour obtenir un projet de développement cohérent, portant



d'autres ambitions que de supprimer des emplois et fermer des centres.

Éditez la [version pdf](#) de ce bulletin...

SYNDICAT CGT DE L'AFPA
Bureau national des retraités
Tour Cityscope
3 rue Franklin
93108 Montreuil cedex

•
•

[Bon anniversaire !!!](#)

[Les vœux de la CGT-AFPA](#)

[Partager sur Facebook](#)

[Twitter](#)